Intervention de Michèle Picard, maire de Vénissieux, conseillère métropolitaine

J'ai accepté d'être candidate à l'élection législative sur la 14ème circonscription du Rhône, au regard de la situation telle qu'elle se présente aujourd'hui. Nous traversons une crise sociale majeure. Les piliers de notre République sont attaqués. Le vivre ensemble, la laïcité, nos valeurs et notre art de vivre sont remis en cause. Je veux défendre notre République une et indivisible, et je compte bien aborder toutes les questions qui se posent à notre société, sans n'en éluder aucune.
Sur le plan politique, nous avons d'un côté un parti socialiste au pouvoir qui, dans les faits, mène une politique de droite, et une droite réactionnaire qui annonce, si elle revient au pouvoir, une austérité renforcée, et une casse sans précédent des grandes avancées historiques de notre pays. Quant à l'extrême droite, elle surfe sur les mécontentements, et tente de faire oublier son vrai visage, celui d'un parti de droite ultralibéral, rétrograde, réactionnaire, opposé au progrès social.

Tous nous promettent toujours plus d'austérité. Il est temps de faire entendre une autre voix, celle de ceux qui souffrent, ceux qui se battent et ceux qui résistent à ces politiques qui brisent des vies, et font des dégâts humains considérables.

Après cinq ans de gestion du gouvernement de François Hollande, les politiques d'austérité continuent de dégrader la vie de millions de personnes. Le pouvoir d'achat de la majorité de la population se réduit, année après année. 2 Français sur 3 connaissent des difficultés financières. Le chômage dépasse les 10%

Une situation qui devient catastrophique pour des millions d'habitants. Les associations de solidarité ne cessent de tirer la sonnette d'alarme. Dernièrement, le Secours Populaire dans son baromètre annuel Ipsos, évoque une pauvreté qui s'enracine et s'étend. 55% des personnes interrogées déclarent avoir été sur le point de connaître la pauvreté. Ils sont 83% à penser qu'il y a plus de risque, que leurs enfants soient, un jour, touchés par la précarité, que leur génération.

Ce sont des vies que l'on brise, des générations que l'on abandonne, sans aucune perspective d'avenir.

· 8,5 millions de Français vivent sous le seuil de pauvreté,

· la précarité augmente,

· même le travail n'est plus une garantie, pour subvenir à ses besoins. La France compte 2 à 3 millions de travailleurs pauvres, dont 70% sont des femmes.

Des millions de personnes n'ont plus accès aux droits fondamentaux et vitaux. 15 millions de personnes sont touchées par la crise du logement. Un français sur trois renonce à se soigner, faute d'argent.

L'Etat a pourtant le devoir d'assurer la solidarité et l'équité, sur tout le territoire national.Ces difficultés de vie, je les côtoie au quotidien, sur ma commune, et je veux les porter et les faire entendre au niveau national.Toutes ces questions doivent être prises à bras le corps, et mériteraient un véritable plan Orsec national, pour briser la chape de plomb de la pauvreté.

Dans le même temps, depuis 2013, l'Etat a offert aux entreprises, 48 milliards d'euros, grâce au CICE, auquel il faut ajouter 41 milliards pour le pacte de responsabilité, sans aucune contrepartie. Les plus grosses entreprises en ont massivement bénéficié, et les créations d'emplois ne sont pas au rendez-vous.

La politique de désindustrialisation continue de s'amplifier. Depuis 2001, nous avons perdu 982 000 emplois industriels en France. Les fleurons de l'industrie française sont livrés aux ogres de la finance. Dans notre circonscription industrielle, nous sommes très concernés.

Les régressions sociales sont sans précédent (loi Macron, loi Rebsamen, loi El Khomri passé à coup de 49.3, alors qu'elle est massivement rejetée par les Français). Là encore, le Parlement et les élus du peuple ne sont pas respectés.

La casse des services publics, orchestrée en 2008 par Sarkozy, se poursuit. Les collectivités locales subissent de plein fouet l'austérité, avec des baisses de dotations, jamais égalées.

Les communes sont confrontées à des choix cornéliens, entre baisse des investissements, diminution des missions en faveur des habitants, alors que les besoins sont croissants. Dans tous les cas, c'est la population qui trinque. L'Etat met en danger notre pacte républicain, en fragilisant le 1er maillon de proximité avec les habitants, en remettant en cause leur autonomie, et leurs choix en faveur des populations. La réorganisation territoriale, avec notamment la création des métropoles, contribue aussi à affaiblir les communes. Ces énormes technostructures n'ont pas le souci du développement de tous les territoires, au service des habitants, mais plutôt une mise en concurrence, et une compétitivité nationale et internationale.

Nous connaissons le programme ultralibéral de la droite, puisqu'elle a été au pouvoir il n'y a pas si longtemps : toujours plus d'austérité et des coupes drastiques pour les services publics.

· 20 000 postes supprimés entre 2009 et 2010 dans les hôpitaux, et un démantèlement du service public de santé.

· Casse de l'école publique, avec 80 000 postes d'enseignants supprimés entre 2007 et 2012, dont 5 000 postes RASED.

· Dans le cadre de la réforme générale de la fonction publique, 150 000 emplois en moins dans la fonction publique.

· Entre 2007 et 2012. 12 469 postes de policiers et de gendarmes supprimés.

Le droit à la sécurité et à la tranquillité est une mission régalienne de l'Etat. C'est une question qui se pose à tous les responsables politiques. Elle est indissociable de la qualité de vie des habitants. Et tous les aspects doivent être pris en compte : prévention, répression, sanction. Nous ne pouvons laisser ce champ à tous les populismes, les réactionnaires, comme sait si bien le faire l'extrême droite. Le FN n'a qu'un but et qu'un intérêt, diviser les Français, les monter les uns contre les autres.

Le contexte national est tellement dégradé que nous assistons, à tous les niveaux, au délitement de notre société : perte de repères, manque de perspectives, repli communautaire, affaiblissement des valeurs républicaines et du vivre ensemble.

Les idées réactionnaires, rétrogrades se propagent. Beaucoup d'apprentis sorciers jouent avec les peurs, les divisions.

Les femmes, comme toujours en période de crise, en sont les premières victimes. Remise en cause de leurs droits dans leur vie personnelle, professionnelle, dans la sphère privé comme dans la sphère publique.

Les jeunes sont aussi directement touchés, par cette succession de crises économiques et sociales. Ils en paient le prix fort. Dans les quartiers populaires, 40% d'entre eux sont au chômage. Une étude de la DREES, d'août 2016, révèle une forte progression, du ressenti d'un déclassement social chez les jeunes, depuis 2008. Quel avenir sommes-nous en train de construire pour notre jeunesse ? Nous devons agir fortement sur le triptyque éducation-formation- emploi, pour redonner de l'espoir à notre jeunesse.

Nous devons aussi agir, bien en amont, en faveur des enfants, car aujourd'hui, leurs droits ne sont toujours pas respectés. Pour une école publique, laïque, gratuite, qui permet aux enfants de se construire, de s'épanouir. Pour une transmission de nos valeurs, des combats progressistes, qui ont permis l'émancipation et l'avancée des droits. Des combats plus que jamais d'actualité, comme les droits des femmes, la laïcité…

L'élection législative sera l'occasion d'aborder toutes ces problématiques. Notre société doit ouvrir des perspectives, pour sortir de ce contexte, et donner enfin à chacun les moyens de vivre dignement. Ce combat politique, je le mènerai, avec toutes les forces progressistes qui souhaitent que les choses changent.

Je défendrai l'émancipation de notre société et des personnes, et je resterai l'élue de terrain que je suis, au contact de la population. Je continuerai les combats que j'ai toujours portés sur Vénissieux, pour que les communes soient respectées et entendues, à la Métropole, au niveau national.

Je veux convaincre les abstentionnistes qui ne croient plus en rien, de l'utilité de soutenir, ceux qui se battent et veulent changer les choses.

Je serai le porte- voix des habitants des villes populaires et ouvrières de notre circonscription. Je porterai la parole de tous ceux qui souffrent, de tous ceux qui se battent, de ceux qui résistent à cette société inhumaine, que l'on tente de nous imposer.

Je m'engage à défendre les communes, 1er maillon républicain de proximité avec les habitants.

Je connais très bien la circonscription, j'y ai été députée suppléante d'André Gerin pendant dix ans. Cela m'a conforté dans mon combat politique et mes engagements. Comme je le dis souvent, Vénissieux est un concentré des problèmes nationaux, j'y suis confrontée chaque jour, et je suis déterminée à faire entendre la voix des habitants et des communes.